

Paris, le 24 juin 2016

**Frédéric Oudéa, Président de la Fédération bancaire française
Intervention sur BFM Business**

CÉDRIC DECOEUR

Merci de nous accorder ces quelques petites minutes au cœur de cette tourment Brexit, vous êtes le directeur général de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, patron aussi de la Fédération bancaire française, donc c'est particulièrement intéressant d'avoir votre regard ce matin sur cet événement qui secoue la planète finance. Comment est-ce que vous voyez les choses, d'abord comme patron de la FBF peut-être ?

FREDERIC OUDEA

Comme responsable de la FBF, au nom de mes collègues, nous prenons acte de la décision des citoyens Britanniques, même si nous regrettons évidemment cette décision. Dans l'immédiat nous avons vu de vraies réactions de marché significatives. Pourquoi ? Parce que les marchés avaient anticipé, vous l'avez vu depuis quelques jours, une décision de maintien. Donc ils sont surpris et, comme d'habitude, étant surpris négativement, ils réagissent. Mais au-delà, ce qui est plus fondamental, parce que je pense que les choses vont petit à petit se stabiliser, c'est la question des conséquences économiques et politiques. Je pense que c'est le Royaume-Uni qui souffrira en premier lieu de cette décision. C'est aussi pour l'Europe la nécessité de réaffirmer son engagement à renforcer la crédibilité du projet européen. Nous, banques françaises, sommes tout à fait préparées et nous nous adapterons.

CEDRIC DECOEUR

Il y a la question de la liquidité. Elle était au cœur des précédentes crises. Aujourd'hui les experts nous disent que les banques centrales sont en ordre de marche, ont les mécanismes nécessaires. Jugez-vous que le système est bien préparé maintenant et qu'il n'y a pas de risque de liquidité ?

FREDERIC OUDEA

Tout à fait. La situation est totalement différente de ce qu'on a pu vivre au moment des crises de 2008 ou de 2011. Aujourd'hui vous le savez le système bancaire européen – et notamment français – a été considérablement renforcé en capital et en liquidité. Le sujet aujourd'hui est plus celui de la correction de la valeur d'un certain nombre d'actifs face à des perspectives économiques et politiques plus incertaines et parce que le marché avait anticipé une décision inverse. Il y a donc une correction – on a vu ça dans le passé - mais d'un point de vue de la liquidité et du fonctionnement des marchés il n'y a pas de sujet.

CEDRIC DECOEUR

Vous nous disiez les banques françaises étaient finalement préparées pour gérer les conséquences de ce fameux Brexit, malgré tout il y a la question peut-être de l'impact des devises. Est-ce que de voir des décrochages très forts - comme celui de la livre—pourrait avoir un impact sur les résultats des banques ?

FREDERIC OUDEA

A mon sens il n'y aura pas d'impact significatif. Les banques sont préparées. Notre rôle, dans un monde incertain, est d'envisager tous les scénarios et donc d'être capable de gérer n'importe lequel de ces scénarios. Je rappelle que d'une manière générale l'exposition à la livre des banques françaises n'est pas très significative dans le total de leurs activités. Nous avons des modèles très diversifiés, donc nous sommes capables de faire face à un impact sur une devise. Cela fait d'ailleurs partie de nos réflexions stratégiques et de la gestion de nos risques.

CEDRIC DECOEUR

Pour terminer un coup d'œil sur la City ! Frédéric OUDEA, est-ce qu'on se dit que la finance continentale a peut-être une carte à jouer pour reprendre une forme de leadership ? Est-ce que la question du passeport financier vous préoccupe au regard de ce Brexit ?

FREDERIC OUDEA

Je crois que ce sont évidemment des questions qui vont être posées. Il est probable, quand on réfléchit aux conséquences de cette décision, que ça prendra un peu de temps. Vous savez qu'il y a une période de négociation qui durera à peu près deux ans. Mais je pense que c'est dans le secteur financier qu'il y aura probablement le plus de conséquences concrètes par rapport à d'autres secteurs économiques et industriels. Nous serons, nous banques françaises, très vigilantes sur l'intégrité du marché unique européen qui devra être préservé en tenant compte du nouveau cadre institutionnel.